

VOTRE RÉGION

AUVERGNE RHÔNE-ALPES | 28 millions d'euros d'économies sur 6 ans

Laurent Wauquiez met la Région à « la diète »

La deuxième assemblée de la Région a donné lieu une nouvelle fois à une farandole de chiffres. Et de petites phrases rarement amènes envers la précédente majorité de gauche de la part du nouveau président (Les Républicains) Laurent Wauquiez : « Je veux rétablir l'éthique et l'intégrité régionales » ou « Le financement des agences satellites de la Région ou des associations extérieures a été une succession de scandales ». Mais encore : « Avant, c'étaient des petites combines ».

La cure d'amaigrissement commence par les élus

Malgré son intention affichée de « respecter l'opposition », Laurent Wauquiez poursuit sur le ton inauguré lors de son installation, celui des formules ciselées comme un coupe-re et destinées à rappeler que la Région a changé de patron. Pour bien se faire comprendre de l'hémicycle, il a déroulé son plan d'économies largement entonné lors de la campagne électorale. Objectif : « Faire 28 millions d'économies sur le mandat ». Comment ? « En mettant la Région à la diète ».

La cure d'amaigrissement commence par les élus : la diminution de 10 % des indemnités des conseillers régionaux et des personnalités qui siègent au Conseil économique, social et environnemental (Ceser) doit rapporter 8,7 millions d'euros. Et ainsi de suite : baisse des dotations des groupes politiques

(3,5 millions d'euros), réduction des collaborateurs de son cabinet (900 000 euros). Mais aussi diminution du nombre de directeurs adjoints des services (5 au lieu de 11, soit 600 000 euros par an), suppression de leurs voitures et logements de fonction (250 000 euros).

Un audit sur les « pratiques passées »

Si le FN n'a rien trouvé à redire à cette cure d'amaigrissement (d'ailleurs, il trouve le Ceser inutile), la gauche a eu bien du mal à apporter un bémol.

François Jacquart (PC/Ardèche) et Hervé Saulignac (PS/Ardèche) ont pointé du doigt la différence dans l'effort demandé à un conseiller régional de base, qui perçoit 1700 euros nets mensuels, et celui exigé d'un élu « qui cumule les mandats et qui est au plafond avec 8200 euros bruts par mois ».

Se sentant sans doute visé, Laurent Wauquiez s'est engagé à « s'appliquer cette baisse en dépit de l'écrêtement », sans en préciser cependant le montant.

Sa « politique de vérité », Laurent Wauquiez entend la faire passer par la publication d'indicateurs qui permettront de suivre au fil de l'eau les politiques régionales. Mais auparavant, il a demandé un audit « sur les pratiques passées, y compris celles des anciens vice-présidents, dont certains ont pris la Région pour une agence de voya-



Laurent Wauquiez : « Je veux rétablir l'éthique ». Archives photo Le DLJ-F.S.

ges ».

Il veut passer au peigne fin l'action du Conseil régional sous la gauche, qu'il s'agisse des politiques stricto sensu mais aussi des agences extérieures, sources selon lui « de scandales » et aussi les aides

les plus conséquentes aux associations. A titre d'exemple, l'ONG de Haute-Savoie, Prioriterre (Conseil en énergie), qui percevait 200 à 300 000 euros annuels de la Région entre 2008 et 2012 et qui vient d'être épinglée par la Cham-

L'INFO EN +

ANNABEL ANDRÉ CHARGÉE DE FUSTIGER PRIORITERRE

C'est la conseillère de Haute-Savoie Annabel André-Laurent qui a évoqué la situation de Prioriterre au nom des Républicains, demandant « la suspension de toutes les conventions avec cette association, la vérification de la régularité des délibérations prises sous l'ancienne mandature et le contrôle de l'utilisation des subventions. » « Le temps des gaspillages et des scandales est terminé » a répondu Laurent Wauquiez.

bre régionale des comptes, a vu son procès instruit dans les règles hier dans l'hémicycle. Sans déboucher pour autant sur aucune décision puisque ce dossier n'était pas soumis au vote.

Georges BOURQUARD

Plan d'urgence contre le chômage : c'est non

La gauche attendait Laurent Wauquiez au tournant sur le plan d'urgence contre le chômage lancé par François Hollande, qui vise à associer les régions à la formation de 500 000 chômeurs.

Elle n'a été ni déçue, ni surprise. C'est un non franc et massif que Laurent Wauquiez a adressé à Manuel Valls lors de leur rencontre

mardi matin à Matignon et qu'il a répété hier dans l'hémicycle à Lyon.

Le président de Région qualifie ce plan de « low-cost ». Il a selon lui pour seul objectif de faire baisser les statistiques juste avant l'élection présidentielle.

Sur le fond, ce plan prend « le problème à l'envers » estime encore Laurent Wauquiez. « Si on veut lut-

ter contre le chômage, il faut partir des emplois non pourvus et mettre en place des formations adaptées » et non fixer par avance un quota.

La gauche, qui avait présenté un vœu sur le sujet et qui réclamait également une conférence régionale sur la formation et l'emploi, en a été pour ses frais.

G.B.